

Paul G. Goussard



CENTRE INTERNATIONAL DE L'ENFANCE

SEMINAIRE SUR "ALIMENTATION DU JEUNE ENFANT ET URBANISATION RAPIDE
DANS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT"

Paris, 1er - 4 mars 1983

LE TRAVAIL DE LA FEMME ET SES CONSEQUENCES

SUR LA FAMILLE

Madame J. BISILLIAT

- Paris -

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentaire

N° : 03031

Cote B

29 AOUT 1982

LE TRAVAIL DE LA FEMME ET SES CONSEQUENCES SUR LA

FAMILLE

Nous avons choisi de centrer cette communication sur le travail féminin dans les villes du Tiers-Monde, car il nous semble être méconnu. Il joue néanmoins un rôle important dans la division internationale du travail et la description des conditions dans lesquelles se fait la mise au travail des femmes, permet de mieux comprendre les raisons structurelles qui fondent la malnutrition des femmes et des enfants.

Les migrations féminines

Qui sont les femmes pauvres des villes ? Une partie d'entre elles sont des migrantes plus ou moins récentes.

Les migrations féminines sont de trois types : ou bien ce sont des filles qui partent vers l'âge de 15 ans pour subvenir aux besoins de leurs familles ou bien ce sont des femmes chefs de famille qui quittent leur village faute de terres ou d'emplois rémunérateurs, ou bien, enfin, ce sont des femmes mariées qui suivent leurs maris lorsque ces derniers émigrent. Nous ne parlerons ici que des deux premiers types.

La dégradation des conditions économiques dans les zones rurales a poussé des millions de femmes à quitter leur village depuis une vingtaine d'années. Le processus, déjà important, est donc encore relativement nouveau. D'autre part, il est différent selon les grandes régions du monde.

En Amérique latine, les femmes sont plus nombreuses à partir vers les villes, à tel point que le sex ratio en est déséquilibré : 85 hommes pour 100 femmes. En chiffres absolus, de 1960 à 1970, 3,8 millions de femmes sont venus grossir la population urbaine. Toutes ces femmes cherchaient du travail dans leur zone rurale : 58 % à Santiago du Chili, 74 % au Pérou.

En Asie, le nombre de femmes migrantes commence à augmenter - jusqu'à présent elles accompagnaient leurs maris - dans certains pays : aux Philippines, 62 % des migrants sont des femmes en 1961 et 69 % d'entre elles sont âgées de 11 à 20 ans, mais en Inde du nord, seulement 7 % des femmes partent en ville.

Il en est de même en Afrique où l'évolution de la scolarisation des filles favorise l'émigration des filles : 60 % des filles scolarisées au Cameroun et dans la région Diola du Sénégal émigrent.

Le départ des filles n'a pas tout à fait le même sens que celui des garçons : la corrélation établie en Amérique latine entre la misère croissante des familles et la jeunesse des migrantes font que des fillettes de 10-12 ans doivent partir dans les villes, à la recherche de revenus supplémentaires pour contribuer à la survie de leur famille. Dans cette optique, on préfère, aux Philippines par exemple, envoyer à la ville une fille plutôt qu'un fils, car on la sait plus consciente de ses responsabilités et plus à même de ne pas effectuer de dépenses personnelles.

Avec des décalages, dont la cause se trouve dans les évolutions distinctes des zones rurales - nature des structures foncières, présence plus ou moins ancienne du salariat, révolution verte, implantation de firmes agro-alimentaires, etc - le mouvement qui pousse les femmes et les jeunes filles à partir vers les villes ne fera que se renforcer partout dans le monde si la pauvreté des populations rurales continue elle aussi à croître. "Existe-t-il quelqu'un de plus sous-alimenté et de plus désespéré qu'un pauvre au bas de l'échelle sociale d'un pays sous-développé ? Oui, sa femme, et le plus souvent ses enfants". (S. GEORGES)

Le travail des femmes dans les villes

Les emplois salariés dont le pourcentage, dans les pays en développement, évolue souvent autour de 20 % sont insuffisants pour que les migrantes puissent s'insérer sur le marché du travail. Le sous-emploi et le chômage qui prédominent dans les villes frappent plus durement les femmes, faiblement scolarisées et sans qualification professionnelle, que les hommes.

Dans certains pays, les plus jeunes trouveront un emploi à l'usine, les autres seront domestiques ou petites commerçantes, ou encore prostituées et feront partie de ce que l'on appelle le secteur informel.

Le secteur industriel, où la concurrence est avant tout une concurrence par les coûts - renforçant ainsi la tendance à la délocalisation - a besoin d'une main-d'oeuvre abondante et bon marché. La rémunération du travail sera donc aussi basse que les conditions économiques, sociales et politiques le permettent.

L'industrie, qui ne concerne de manière significative qu'un petit nombre de pays du Tiers-Monde (Asie du sud-est et Amérique latine principalement), emploie une forte proportion de femmes âgées de 14 à 24 ans : 44 % en Asie, 17 % en Amérique latine et 6 % en Afrique. Ces chiffres globaux recouvrent des différences importantes selon les pays, mais aussi selon le type d'industrie : 39 % à Singapour, par exemple, et 69,4 % dans la branche électrique et électronique.

Les femmes travaillent principalement dans les industries orientées vers la fabrication de produits manufacturés destinés au marché mondial : textiles, vêtements, équipements de sport, chaussures, jouets, meubles, perruques, montres, radios et télévisions, composants pour l'industrie électronique (semi-conducteurs, tuners, valves, etc), industries alimentaires et de boissons, chimiques et pharmaceutiques.

Les ouvrières sont jeunes : 73,2 % sont âgées de 20 à 24 ans à Singapour, 46 % de 15 à 19 ans à Taiwan, 35,5 % de 14 à 19 ans en Corée du sud. Leur vie professionnelle dure environ 10 ans, car leurs conditions de travail sont telles qu'elles entraînent chez elles un épuisement rapide.

Quelles sont les raisons du recrutement des femmes dans l'industrie, l'on pourrait dire de l'engouement pour la main-d'oeuvre féminine ? Elles sont les mêmes partout. Tout d'abord, ce sont des raisons liées à l'identité entre leur travail à l'usine et leur travail domestique : tâches monotones, répétitives, minutieuses. Puis ce sont des raisons liées à leur productivité : elles vont "plus vite", elles ont une "qualification naturelle", elles sont "patientes". C'est ainsi qu'une publicité vante les avantages de sa main-d'oeuvre : "la dextérité manuelle de la femme orientale est célèbre dans le monde entier. Ses mains sont petites et elle travaille avec beaucoup de soins... Les taux de salaire en Malaisie sont parmi les plus bas de la région et les ouvrières peuvent être embauchées pour environ 1,50 \$ par jour". Ce sont aussi des raisons liées à leur combativité. Elles "réclament moins", acceptent plus facilement les licenciements, sont soumises, disciplinées. Ce sont enfin des raisons liées au coût de la main-d'oeuvre féminine. Le rôle du salaire des femmes dans le revenu familial est dévalorisé et son bas salaire se "justifie" puisqu'il n'est qu'un salaire d'appoint. Cette discrimination ne cesse d'augmenter et, au Brésil, les revenus moyens féminins en 1970 et 1976 correspondaient à 61,2 % et à 48,6 % du salaire masculin.

Ce salaire d'appui permet pourtant aux plus pauvres de survivre. Et que dire des femmes chefs de famille - abandonnées, célibataires, veuves, divorcées ou même mariées à des hommes au chômage - qui, de par cette raison fallacieuse, continuent à recevoir un salaire diminué d'au moins un tiers ? Quant aux jeunes filles, elles n'ont pas besoin de recevoir un salaire normal puisqu'elles ne sont pas mariées.

D'une manière ou d'une autre, la femme est comme pénalisée pour sa capacité biologique de mettre les enfants au monde.

Dans les zones franches asiatiques, 34 % de la main-d'oeuvre féminine non qualifiée et semi-qualifiée contre 15,6 % d'hommes gagnent moins que 5 \$ 200 par mois.

Revenu mensuel (\$) par sexe et par qualification, 1978.

(Labour Force Survey of Singapour, 1978).

	Hommes	Femmes	Différence
n'a jamais été à l'école	342	200	142
pas de qualification	348	200	148
primaire	334	221	113
post-primaire	276	227	49
secondaire	405	315	90
post-secondaire	568	437	131

Dans d'autres pays, selon le BIT, les salaires mensuels étaient de 31 \$ US au Sri Lanka. Plus d'un tiers des ouvrières de Malaisie quittent leur campagne pour trouver un salaire de moins de 2 \$ par jour. Ces bas salaires s'accompagnent d'une très grande précarité de l'emploi, les firmes multinationales adaptant, de manière imprévisible, leur main-d'oeuvre, par les renvois et les congédiements (notamment pour cause de grossesse) selon les fluctuations du marché mondial. A ceci s'ajoutent des conditions de travail extrêmement pénibles qui entraînent chez les travailleuses une usure précoce et de nombreuses maladies. Maux de reins et varices pour les ouvrières du textile, vue abîmée après 2 ou 3 ans pour celles qui travaillent avec des microscopes dans l'électronique, maladies de peau, vertiges, nausées dues à la fumée des acides et des solvants, enfin fatigue accentuée par le travail posté. Dès qu'une femme devient moins rapide, elle est renvoyée. L'exploitation de cette main-d'oeuvre féminine est accrue par les dérogations consenties par les gouvernements asiatiques pour attirer les investisseurs étrangers dans les zones franches : travail de nuit, travail posté par équipe de trois, etc.

A Taiwan, les industries exportatrices de vêtements, cuir, équipements et appareils de télécommunication, regroupaient en 1976 56 % de l'emploi féminin (contre 17 % pour les hommes). Le travail était de 48 heures par semaine en moyenne, avec seulement 7 jours de congés payés par an. Vers la mi 1977, les usines des trois zones franches de Taichung, Kaoh-siung et Nantze employaient 85 % de femmes, soit 56 800, ainsi réparties : 6,1 % de 14-15 ans, 40,4 % de 16-19 ans et 31,1 % de 20-24 ans. Elles travaillaient de 8 à 12 heures par jour pendant 6 jours pour un salaire mensuel de 60 \$. Aux Philippines, les femmes travaillent souvent sans contrat de travail, en Corée, il n'existe pas de salaire minimum et le salaire dans les usines électroniques à capitaux japonais et américains était de 108 \$, alors que 118 \$ étaient reconnus comme le minimum pour survivre. En 1976, une ouvrière d'une usine de thermomètre de Séoul travaillait 30 jours par mois, de 8 h à 20 h, pour 22 000 won, soit 45 \$ environ.

Il faut souligner un point essentiel : la mise au travail des femmes dans l'industrie s'est produite sans que les conditions sociales ne soient améliorées : peu de crèches (33 crèches d'entreprises et 122 crèches de quartiers à Sao Paulo par exemple, soit 9 000 places pour un million d'enfants), peu de garderies, de laveries collectives, d'écoles, de transports collectifs. Une femme au Brésil "a une heure pour le déjeuner. Elle rentre à la maison pour donner à manger à son fils de 7 ans. Son salaire de 7 000 cruzeiros mensuels ne permettant pas de prendre l'autobus quatre fois par jour, et habitant à 20 minutes de l'usine, elle court tous les jours à midi pour aller et venir : elle a 36 minutes pour préparer le repas et le déjeuner..."

Les bas salaires obligent les femmes à travailler vite, à augmenter les cadences et, ce faisant, leur fatigue et leur tension nerveuse s'accroissent. Ils les obligent souvent à effectuer un autre travail pour gagner encore un peu d'argent. Quel temps reste-t-il à ces femmes pour s'occuper de leurs enfants, de leur famille, quelle disponibilité peuvent-elles conserver ?

En dehors des femmes qui travaillent dans les usines, les autres sont en majorité, regroupées dans le secteur informel, hétérogène par définition, allant du porteur d'eau à la vendeuse ambulante. Ces activités constituaient, en 1969, selon le BIT, entre 30 et 50% de l'ensemble des emplois : domestiques, potières, couturières, préparatrices de boissons et d'aliments, colporteuses, vendeuses sur le marché, etc. Il faut aussi, dans les cas - trop nombreux - de paupérisation absolue, ajouter les activités de collecte. Par exemple, les femmes du sous-prolétariat de Lima font les poubelles, ramassent les déchets des cuisines des hôpitaux et des abattoirs. Il faut enfin citer la prostitution qui constitue de fait, dans les conditions de vie misérables de ces femmes, une source de revenu nécessaire et non négligeable, qu'elle soit exercée de manière continue, ou parallèlement à d'autres activités.

Rares sont les études consacrées à ces activités, mais celles qui existent montrent que la proportion de femmes dans le secteur informel est souvent supérieure, sinon égale à celle des hommes : 63 % en Argentine, 46 % au Pérou et 53,3 % au Brésil. Ce sont les femmes qui appartiennent aux familles dont les revenus sont très faibles qui travaillent dans ce secteur : aux Indes, 60 % de ces femmes viennent de familles gagnant moins de 100 roupies par mois.

Le métier de domestique est le premier métier féminin en Amérique latine : 90,3 % de femmes domestiques au Mexique, par exemple. La plupart d'entre elles sont des migrantes récentes, 51 % à Buenos Aires.

Les conditions de vie diffèrent selon qu'elles résident ou non chez leur patron. Les permanentes sont le plus souvent des jeunes femmes de 15 à 22 ans, célibataires ou n'ayant encore qu'un ou deux enfants à charge. Les salaires sont très bas. Au Mexique, 87 % d'entre elles gagnent moins de 500 pesos par mois, soit quatre à cinq fois moins que le salaire minimum légal ; en Inde, une domestique gagne 40 roupies par mois, soit trois fois moins qu'un homme. En Afrique du sud, où les conditions de vie et de travail sont les plus dures, elles gagnent entre 10 et 30 rands par mois (1 rand = 5 francs environ) en travaillant 12 heures par jour et en n'ayant le droit d'héberger ni leur mari ni leurs enfants, même en bas âge.

Les commerçantes, en nombre, viennent juste après les domestiques. Des femmes de tous âges pratiquent le commerce avec, le plus souvent, de maigres profits. Leur présence varie selon les pays avec des situations extrêmes comme le nord de l'Inde et le nord du Nigéria où les femmes sont recluses ou, à l'opposé, les Ghanéennes qui sont presque toutes commerçantes 84,6 % à Dakar plus de 60 %. Cette situation se retrouve presque toujours en Afrique et surtout en Afrique de l'ouest.

A part quelques exceptions, comme les Mamas Benz du Ghana, on trouve les femmes dans le petit commerce peu productif mais auquel elles peuvent avoir accès grâce au faible capital nécessaire pour commencer. En effet, l'un des graves problèmes auquel les femmes sont confrontées est leur très difficile accès au crédit et aux coopératives. Les revenus qu'elles en tirent permettent, au mieux, l'achat de la nourriture familiale. Par exemple, les restauratrices de rues en travaillant de 47 à 57 heures par semaine, gagnent entre 10 000 et 20 000 Francs CFA. Malgré toutes les difficultés, cette activité offre aux femmes de tous âges une source de revenu. De ce point de vue, la concurrence des produits manufacturés représente une menace grave pour la survie de ces familles pauvres.

Il faut enfin parler de la prostitution, qui doit être considérée, bien souvent, comme le seul moyen d'avoir l'argent nécessaire pour faire face aux dépenses. La prostitution offre donc la possibilité d'avoir des revenus complémentaires pour payer le loyer ou les frais de scolarité des enfants, ou bien pour aider à vivre la famille restée au village. Cette femme thai de 20 ans est un bon exemple : pour envoyer de l'argent à ses parents et ses huit frères et soeurs, elle travaille de jour dans un élevage de poulets à Bangkok et se prostitue la nuit.

Il existe de grandes différences de la prostitution selon les continents ; s'adressant surtout à la population nationale en Afrique, alors qu'en Asie du sud-est (Thaïlande, Corée, Philippines) elle a connu un développement foudroyant avec la présence massive de l'armée américaine : 7 000 prostituées en 1974 dans une seule base en Thaïlande. Mais il existe aussi un autre phénomène qui a été décrit en

Asie, qui est lié à l'extrême pauvreté et la situation d'endettement des parents : ceux-ci peuvent alors remettre leur fille à un agent de recrutement qui les place dans un "salon de massage" où elles devront travailler toute leur vie pour de très faibles rémunérations. L'étude portant sur un certain nombre de masseuses de Bangkok montrent que les masseuses viennent principalement du nord et du nord-est du pays, où la population vit en-dessous du seuil de pauvreté.

Conséquences du travail de la femme

Cette brève et incomplète description du travail des femmes pauvres dans les villes permet néanmoins de dégager quelques conséquences.

Il faut, avant tout, montrer l'ampleur du mouvement qui entraîne les femmes à devenir chefs de famille : un tiers des familles du monde ont une femme à leur tête. Ces femmes sont seules pour bien des raisons : à la suite d'un changement de statut matrimonial : veuvage, abandon ou répudiation, séparation. Notons que c'est de plus en plus souvent la femme qui part, parce que le mari, ou le compagnon, ne contribue pas à l'entretien de la famille, réservant ses revenus, quand il en a, à son usage personnel.

La précarité du lien conjugal dans les villes, confirmée par la fréquence des divorces, la polygamie avec l'abandon plus ou moins total de la première épouse et de ses enfants, les réactions de rejet des femmes devant l'irresponsabilité des hommes, les effets de la crise économique poussant de plus en plus les femmes à émigrer dans les villes où elles trouvent de plus en plus difficilement un travail rémunérateur sont autant de facteurs qui concourent à augmenter le nombre de familles, dont le chef est une femme : un quart, et même un tiers dans certaines villes, 60 % à Nairobi.

Il est donc tout à fait erroné de ne considérer que le mari comme le chef de famille "indépendamment de sa contribution au budget familial" (Annuaire statistique du Brésil). Seule, l'utilisation du critère définissant le chef de famille comme "la personne économique responsable d'un ou plusieurs dépendants avec lesquels elle a des liens de consanguinité, conjugalité ou autres" permet de donner aux rôles socio-économiques des femmes la place qui leur revient.

Une femme chef de famille, au Brésil par exemple, consacre en moyenne 54 heures par semaine à la production marchande. Si l'on y ajoute le temps des activités domestiques non rémunérées, on obtient une moyenne de 94 heures de travail par semaine, soit 14 heures par jour. En moyenne, les revenus mensuels des femmes chefs de famille sont inférieurs à ceux des hommes chefs de famille : 72 % des femmes gagnent moins de 500 francs par mois contre 54,6 % des hommes. A New-Delhi, une femme travaille environ 40 heures par semaine pour 76 roupies par mois, alors qu'un homme travaille 48 heures pour 192 roupies. Cela veut dire qu'une femme doit consacrer au moins deux fois plus de temps qu'un homme si elle veut obtenir des gains équivalents.

Du fait de la dévalorisation et de la sous-rémunération du travail féminin, les familles dont les femmes ont la charge appartiennent au groupe le plus pauvre : à Belo-Horizonte (Brésil), 27,4 % des familles ayant un homme à leur tête vivent en-dessous du seuil de pauvreté (100 cruzeiros par personne et par jour), mais ce pourcentage est de 44,9 % pour les familles ayant une femme à leur tête.

Devant les faits, le mythe de la femme ménagère, comptabilisée parmi les inactifs et les improductifs, apparaît dans toute son absurdité ; mais les mythes ont la vie longue. Il faut, pour mieux comprendre les problèmes, partir de l'évidence : la femme pauvre en milieu urbain - comme en milieu rural d'ailleurs - est suremployée, fatiguée physiquement et psychiquement par le harcèlement du quotidien et ses diverses responsabilités, mais aussi par l'extrême précarité de ses moyens matériels. La pauvreté et le temps sont dès lors deux notions centrales.

En ce qui concerne la santé menacée des mères, rappelons pour mémoire quelques données. Les taux bruts de natalité sont élevés variant de 38,8 en Amérique latine à 45,6 en Afrique, en passant par 43,4 en Asie. D'autre part, 50 % des mères mettent leur premier enfant au monde, dans certains pays, avant l'âge de 20 ans, ce qui entraîne un taux également élevé de mortalité maternelle : de 500 à 1 000 pour 100 000 naissances vivantes. Les raisons sont nombreuses : hémorragie post-partum, dont l'anémie est souvent la cause initiale ou associée. Interviennent aussi les grossesses nombreuses, trop rapprochées ou survenant chez une femme très jeune ou assez âgée. Enfin, notons l'extrême rareté des accouchements pratiqués par un personnel qualifié : 3 % en Asie, 6 en Afrique, 12 en Amérique latine.

La mortalité maternelle s'accompagne d'une forte mortalité infantile : 12 millions de bébés meurent chaque année avant l'âge d'un an. Les causes sont simples : mauvais état de santé et mauvais état nutritionnel de la mère, provoquant une insuffisance pondérale à la naissance (21 millions d'enfants pèsent moins de 2,500 kilos), qui se perpétue par la malnutrition de la mère, provoquant un manque de lait, et par une alimentation de sevrage insuffisante.

On retrouve partout, lié structurellement à la pauvreté, ce problème de la malnutrition et les femmes enceintes, allaitantes, ainsi que les nourrissons et les jeunes enfants qui ont des besoins nutritionnels particuliers sont les premiers affectés : deux tiers des femmes du Tiers-Monde sont anémiées, 54 % des enfants des familles sans terre sont atteints de malnutrition protéo-énergétique.

Cette malnutrition des femmes et des enfants appelle un commentaire culturel et socio-économique. D'une part, il y a une coutume qui prévaut dans toutes les traditions et qui agit plus spécifiquement sur le régime alimentaire des femmes puisqu'elles sont tenues, la plupart du temps, de servir d'abord les hommes et de leur réserver la meilleure part de viande, de poisson et de sauce, sources de protéines et de lipides. D'autre part, les changements dans les systèmes de production provoqués par le développement des cultures de rente ayant eu pour conséquence un accroissement du temps de travail féminin, les femmes, dans certains pays, ont été obligées de remplacer le produit vivrier traditionnel à forte teneur énergétique, mais consommateur de temps, par une culture plus rapide, mais moins nutritive. La nature de l'approvisionnement des villes change donc également. Il y a aussi les choix politiques qui favorisent certains produits d'exportation au détriment des cultures vivrières : au Brésil, la production de haricots noirs - base de la nourriture quotidienne - n'a pas augmenté de 1964 à 1980 et son rendement est tombé de 6,5 quintaux à l'hectare en 1961 à 5,4 quintaux en 1979. Enfin, pressées par le temps, les femmes préparent la nourriture moins souvent - un seul repas chaud par jour - et autrement. Ces deux éléments agissent sur le régime nutritionnel de la famille toute entière.

Il y a une autre cause à la malnutrition infantile ; nous voulons parler de la régression de l'allaitement maternel provoquée par la participation croissante des mères citadines à la force de travail sans que des aménagements sociaux ne soient parallèlement mis en place, et accentuée par la publicité faite en faveur des produits de remplacement du lait maternel. Malgré le retentissement

du procès Nestlé et la dénonciation des méthodes publicitaires de cette firme, malgré le Code international de commercialisation des produits de remplacement du lait maternel, en vigueur depuis un peu plus d'un an, le bilan est décevant : 2 000 infractions dans 37 pays.

Enfin, il faut parler des conditions déplorables de l'habitat et de l'environnement. L'accès à l'eau potable et la possibilité de détruire les excréta ne sont le fait que d'un très petit nombre, ce qui aggrave les conditions de santé des populations (maladies diarrhéiques entre autres).

Il apparaît clairement que deux ensembles de phénomènes socio-culturels et socio-économiques structurent de manière étroitement corrélée la situation des femmes dans les villes. D'une part, les changements qui sont intervenus pour briser les anciennes solidarités conjugales et familiales, et qui font peser de plus en plus sur les femmes la responsabilité de la survie quotidienne ; un certain nombre d'études ont montré que les hommes sont nombreux à ne plus investir leurs revenus dans le bien-être de leur famille. D'autre part, la déqualification du travail féminin perpétue la pauvreté et, par conséquent, la malnutrition. Cette déqualification et l'extrême misère qui en résulte perpétuent également les taux élevés de natalité car, pour les pauvres, avoir des enfants ne relève pas forcément de l'inconscience, mais souvent d'un espoir d'une vie et d'une vieillesse moins pénibles. Les programmes de planning familial resteront inefficaces à grande échelle tant que les femmes verront mourir leurs enfants, tant que les femmes ne recevront pas une éducation convenable (60 % des analphabètes sont encore des femmes), tant que les femmes ne pourront pas gagner leur vie correctement, tant qu'elles ne seront pas aidées par les services sociaux nécessaires. Une meilleure rémunération du travail féminin est un préalable, si l'on veut être réaliste, à l'amélioration de la nutrition des jeunes enfants. Elle seule, donnera à la femme l'argent minimum pour acheter la nourriture nécessaire, mais aussi lui donnera un peu plus de temps pour s'occuper des enfants. Mais les obstacles qui s'opposent à une plus juste rémunération des femmes ne sont pas des obstacles conjoncturels. La responsabilité des états et du capitalisme international est en cause, les pesanteurs culturelles des pays développés et en développement également. L'espoir d'un changement profond et rapide serait une illusion dangereuse.

Dans ces conditions, que peut-on faire ? A titre indicatif, il nous semble que notre réflexion peut s'orienter autour de deux axes : celui de l'action et celui des recherches.

Les actions à mener de manière systématique et à tous les niveaux pourraient être les suivantes :

- s'efforcer d'infléchir les politiques de l'emploi pour que les femmes pauvres soient concernées ;
- favoriser le regroupement des femmes en associations, en coopératives de production, de commercialisation, d'entraide (à l'instar de "l'association des co-mères" d'un bidonville d'Amérique latine) ;
- reconsidérer les actions de santé qui sont entreprises à la lumière du manque de temps des femmes avec ses diverses implications.

D'autre part, les études sur les femmes, même si elles ont reçu une vigoureuse impulsion depuis 1975, sont encore fragmentaires et incomplètes. Dans le domaine qui nous préoccupe ici, certains thèmes prioritaires pourraient être dégagés :

- rapports entre l'énergie physique, psychique et la préparation des aliments. Une meilleure connaissance de la fatigue et du découragement sont nécessaires ;
- les femmes chefs de famille : leur origine, la cause, leurs revenus, leur rôle économique, le temps dont elles disposent pour les enfants, etc ;
- les salaires, les conditions de travail, la manière dont les mesures de protection sont effectivement observées et les répercussions sur l'alimentation des femmes et des enfants ;
- les rapports entre les petits métiers féminins et la survie du prolétariat urbain.

BIBLIOGRAPHIE SUCCINTE

- AMIN, S. 1980. Développement auto-centré, autonomie collective et nouvel ordre économique international. Quelques réflexions. In : L'avenir industriel de l'Afrique. Harmattan, Paris.
- AMSELLE, J.L. 1976. Les migrations africaines. Réseaux et processus migratoires. Dossiers Africains. Maspéro, Paris.
- ARIZPE, L. 1981. La participación de la mujer en el empleo y el desarrollo rural en América latina y el Caribe. B.I.T, Genève.
- B.I.R.D. 1980. Health. Sector policy paper. World bank. Washington. February.
- BISSILIAT, J. ; FIELOUX, M. 1983. Femmes du Tiers-Monde : travail et quotidien. Le Sycomose. Collection Actuel, Paris.
- BUVINIC, M. ; YOUSSEF, N. 1978. Women-headed households the ignored factor in development planning. International Centre for Research on woman, Washington.
- CONNEL, J. ; DASJUPTO, B. 1976. Migration from rural areas. The evidence from village studies. Delhi. Oxford University Press.
- ELSON, D. ; PEARSON, R. 1980. The latest phase of the internationalization of capital and its implications for women on the third world. Discussion paper. IDS. University of Sussex. Brighton, U.K.
- EMMANUEL, D. 1981. La femme noire sous le régime de l'Apartheid. Jonction n° 5, Paris.
- F.A.O. 1977. La quatrième enquête mondiale de la F.A.O. sur l'alimentation. Rome.
- GALLEZ, A. ; TROUPIN, J.L. 1980. Les pays en développement de l'Asie de l'est et du sud-est dans la perspective d'une nouvelle division internationale du travail. Université de Louvain. 2 T. 1.
- HUGON, Ph. 1982. Le secteur non structuré dans les villes du Tiers-Monde. In : Les grandes villes africaines. Séminaire de Montpellier. Ministère de la Coopération et du Développement, Paris.
- HIRATA, H. 1981. Division sexuelle du travail et rôle de l'état : l'exemple brésilien. In : Le travail des femmes. Critiques de l'économie politique. N° 17 oct-déc. Maspéro.
- JELIN, E. 1982. Women and the urban labour market. In : women's roles and population trends in the third world. Ed. R. Auken. M. Buvinic. H. Youssef. Croom Helm, Londres.
- LIM, L. 1978. Women workers in multinational corporations in developing countries : the case of the electronics industry in Malaysia and Singapore. Women's studies program. Occasional paper n° 9. University of Michigan.

MERRICK, T.W. ; SCHMINK, M. 1978. Female-headed households and urban poverty in Brasil. Mimeo, Paper prepared for workshop on women in poverty : what do we know ? Belmont, Maryland.

O.M.S. 1981. Vers un avenir meilleur : la santé maternelle et infantile. Genève.

PHONGPAICHIT, P. 1980. Rural women of Thailand from peasant girls to Bangkok masseuses. B.I.T, Genève.

SALAMA, P. ; TISSIER, P. 1982. L'industrialisation dans le sous-développement. Maspéro.

VIDAL, C. 1977. Guerre des sexes à Abidjan. Masculin et Féminin, CFA. Cahiers d'Etudes Africaines, XVII, (I). 65, Paris.